



**NOTATION SECTORIELLE  
FRANCE**

**AVRIL 2009**

## SOMMAIRE

---

### PRESENTATION GENERALE

|                                       |      |
|---------------------------------------|------|
| COMMENTAIRE GENERAL.....              | P. 2 |
| TABLEAUX DES RISQUES SECTORIELS ..... | P. 3 |
| ECHELLE DES RISQUES SECTORIELS .....  | P. 4 |

### SECTEURS SOUS SURVEILLANCE

|                                   |       |
|-----------------------------------|-------|
| AUTOMOBILE.....                   | P. 6  |
| MECANIQUE .....                   | P. 7  |
| SIDERURGIE.....                   | P. 8  |
| BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS ..... | P. 9  |
| TRANSPORT AERIEN.....             | P. 11 |
| CHIMIE.....                       | P. 12 |
| AGROALIMENTAIRE .....             | P. 13 |
| GRANDE DISTRIBUTION.....          | P. 15 |
| PHARMACIE.....                    | P. 16 |

### AUTRES SECTEURS

|   |       |
|---|-------|
| COMPOSANTS ELECTRONIQUES .....            | P. 18 |
| EQUIPEMENTIERS DE TELECOMMUNICATION ..... | P. 18 |
| SERVICES DE TELECOMMUNICATION.....        | P. 19 |
| INFORMATIQUE .....                        | P. 19 |
| HABILLEMENT.....                          | P. 20 |
| TEXTILE .....                             | P. 20 |
| PAPIER - CARTON.....                      | P. 21 |

---

#### **AVERTISSEMENTS**

En 2009, la notation sectorielle France devient semestrielle avec une première publication en avril ; la publication suivante étant prévue en novembre.

Compte tenu de l'introduction de nouveaux indicateurs pour le calcul des risques ainsi que la mise en place de nouveaux périmètres sectoriels, toute comparaison avec les notations antérieures (parutions jusqu'à fin 2008) serait erronée.

# PRESENTATION GENERALE

---

## COMMENTAIRE GENERAL

---

Les principaux indicateurs économiques français se sont dégradés au premier trimestre et laissent présager une année 2009 particulièrement difficile. Les défaillances d'entreprises se sont multipliées au cours des 3 premiers mois de l'année, la production industrielle a reculé (-7,3% sur décembre-janvier-février comparé aux mêmes mois que 2008) et la consommation des ménages en produits manufacturés a connu une nouvelle baisse en février (-2% par rapport à février 2008). En effet, la crise financière a entraîné l'accélération de nouveaux modes de consommation. Ces évolutions sont susceptibles d'affecter plus particulièrement certains secteurs. Parmi ceux-là, l'Agroalimentaire, la Grande distribution ou l'Habillement dont les produits composent les principaux postes de consommation courante des ménages. Aujourd'hui, 3 grandes tendances peuvent être dégagées :

- *recherche de meilleurs prix* : développement du hard discount, accélération des ventes sur internet.
- *volonté de meilleure adaptabilité des produits* : recherche de produits répondant exactement aux besoins, ultra segmentation de l'offre.
- *considération accrue de certaines valeurs* : commerce de proximité, développement de produits locaux, retour à des marques fortes, développement durable, questions environnementales.

Principale conséquence de cette crise sur les entreprises françaises, **l'augmentation générale des risques**. Il reste néanmoins à relativiser les difficultés des secteurs en fonction de leur capacité à absorber les chocs.

Aussi dans le contexte actuel d'augmentation globale des risques, les secteurs étudiés ont été répartis en trois catégories.

**La première catégorie met en évidence les secteurs qui souffrent d'une aggravation des risques de leurs entreprises et dont les perspectives restent incertaines.**

Premier secteur visé **l'Automobile**, dont la note a été dégradée à (B-), connaît une vague de restructurations et de plans sociaux pour faire face à la chute des ventes de véhicules neufs. Le nombre d'entreprises jugées saines se réduit même s'il est à noter un certain redressement conjoncturel grâce à la hausse des immatriculations au premier trimestre. Egalement placé sous surveillance négative, le **BTP**, abaissé à la note (B-), souffre toujours de la chute du marché immobilier. Une partie des entreprises jugées solides il y a un an se dégradent très rapidement et la reprise tarde à se faire sentir. Pour les mêmes raisons (ralentissement de la demande mondiale), la **Sidérurgie** française déclassée à (B-) connaît une aggravation de ses risques. La solidité des leaders français s'érode face aux baisses successives de production même si leur capacité d'adaptation reste un atout à moyen terme. Très dépendant de l'Automobile et du BTP, le secteur de la **Mécanique** a vu sa note baisser à (B-). Face à une production industrielle en chute depuis un an, les professionnels des Biens d'équipements sont très attentistes à la reprise de la demande de leur donneur d'ordre.

La **Chimie** de son côté souffre d'une chute de sa production liée essentiellement aux difficultés de ses principaux clients (BTP, Automobile, Construction). De plus, même si le secteur reste globalement sain (B+), il continue de voir sa population d'entreprises se réduire. Enfin, le **Transport aérien** reste fortement affecté par la chute du trafic aérien et le manque de liquidités. Le secteur enregistre ainsi une dégradation de la situation de ses entreprises et conforte son placement au sein de la note (C).

**La seconde catégorie regroupe les secteurs conservant une relative solidité face à l'aggravation générale des risques.**

En effet, **l'Agroalimentaire** et la **Grande distribution**, secteurs notés respectivement (B) et (B+), bénéficient de la puissance financière de grands groupes nationaux et d'une production plutôt de bonne tenue dans le contexte actuel. Toutefois, une montée des risques s'explique par le recul de la consommation en hyper et supermarchés et par la contraction des carnets de commandes des industriels. Malgré une incertitude face à la montée des génériques et à la perte de certains brevets qui expliquent l'aggravation des risques au premier trimestre, la **Pharmacie** demeure de son côté le secteur français le plus solide (A). Les nombreuses concentrations opérées ces dernières années lui ont permis de maintenir un tissu d'entreprises stable caractérisé par un taux d'entreprises en risque faible très élevé.

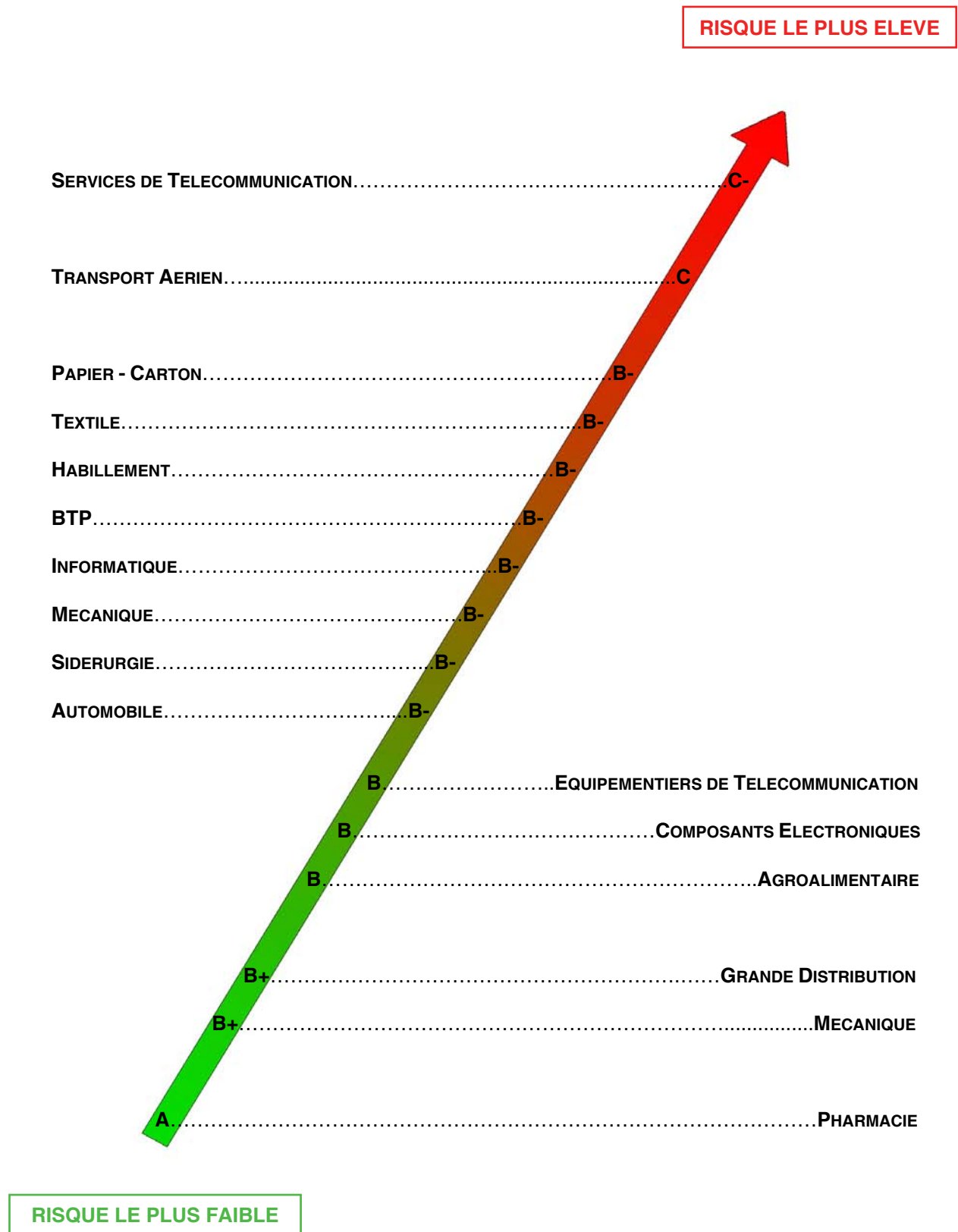
**Enfin, la dernière catégorie se compose des secteurs structurellement faibles mais dont la dégradation semble avoir atteint son paroxysme en 2008.**

On pense par exemple aux secteurs du **Textile** et **Habillement**, tous deux notés à (B-), qui ont traversé de fortes turbulences conjoncturelles ces dernières années. Toutefois, la disparition des entreprises les plus fragiles a permis « d'assainir » la population d'intervenants de ces deux secteurs qui commencent ainsi à se restructurer en évoluant sur de nouveaux marchés.

## TABLEAU DES RISQUES SECTORIELS

|                                     | Janvier 2008 | Avril 2008 | Juillet 2008 | Octobre 2008 | Janvier 2009 | Avril 2009 |
|-------------------------------------|--------------|------------|--------------|--------------|--------------|------------|
| <b>Agroalimentaire</b>              | B-           | B-         | B-           | B            | B            | B ↘        |
| <b>Automobile</b>                   | B            | B          | B            | B            | B            | B-         |
| <b>BTP</b>                          | B            | B          | B            | B            | B            | B-         |
| <b>Chimie</b>                       | B            | B+         | B+           | B+           | B+           | B+ ↘       |
| Composants électroniques            | B            | B          | B            | B            | B            | B          |
| Équipementiers de télécommunication | B            | B          | B            | B            | B            | B          |
| <b>Grande distribution</b>          | B            | B          | B            | B+           | B+           | B+ ↘       |
| Habillement                         | C+           | B-         | B-           | B-           | B-           | B-         |
| Informatique                        | C+           | C+         | B-           | B-           | B-           | B-         |
| <b>Mécanique</b>                    | B            | B          | B            | B            | B            | B-         |
| Papier – Carton                     | C+           | C+         | C+           | C+           | B-           | B-         |
| <b>Pharmacie</b>                    | A            | A          | A            | A            | A            | A ↘        |
| Services de télécommunication       | D            | D          | C-           | C-           | C-           | C-         |
| <b>Sidérurgie</b>                   | B            | B          | B            | B            | B            | B-         |
| Textile                             | C+           | C+         | B-           | B-           | B-           | B-         |
| Transport aérien                    | C            | C          | C            | C+           | C            | C ↘        |

**ECHELLE DES RISQUES SECTORIELS**



# SECTEURS SOUS SURVEILLANCE

---

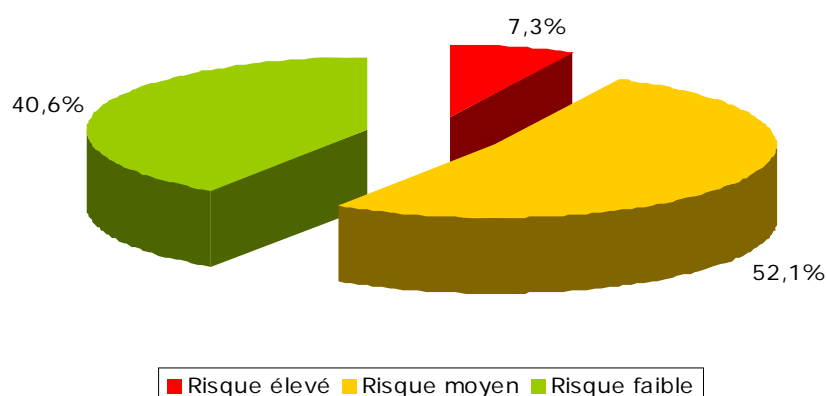
**AUTOMOBILE**  
**MECANIQUE**  
**SIDERURGIE**  
**BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**  
**TRANSPORT AERIEN**  
**CHIMIE**  
**AGROALIMENTAIRE**  
**GRANDE DISTRIBUTION**  
**PHARMACIE**

## AUTOMOBILE

On constate une dégradation de la situation des entreprises de la filière Automobile. La part d'entreprises jugées très risquées augmente (7,29% contre 7,19% en janvier 2009), contrairement à celle des entreprises les plus solides qui se réduit. Par conséquent, la note du secteur a été dégradée à (B-).

### \* NIVEAU DE RISQUE

Répartition des entreprises par niveau de risque



### \* ACTUALITE ET CONTEXTE ECONOMIQUE

#### ► Evolution et perspectives du marché

Après un effondrement sur le dernier trimestre 2008, les professionnels attendaient une chute du marché automobile de l'ordre de 30% sur les six premiers mois et de 20% sur l'ensemble de l'année 2009. La reprise ne se ferait sentir qu'à partir de 2010. Cependant, les immatriculations en France sont reparties à la hausse au premier trimestre 2009 sous l'effet des primes à la casse et écologiques. Depuis le début 2009, près de 70 000 ménages ont profité de la prime à la casse de 1 000 euros. Ces achats ont largement profité aux segments bas et moyenne gamme. Les constructeurs automobiles espèrent entre 100 000 et 200 000 bénéficiaires de ces mesures en 2009.

#### ► Actualité des entreprises du secteur

Les leaders du secteur ont vu leurs résultats s'effondrer en 2008 avec des pertes pour PSA, Faurecia et Valeo. Des mesures ont été prises, chez Renault avec un plan de restructuration de 4 900 emplois sur 2008-2009, chez PSA avec 3 500 départs volontaires. Des menaces plus directes pèsent sur les équipementiers et les sous-traitants. Valeo a engagé une réduction d'effectifs de 1 600 personnes. Le groupe Rencast spécialisé dans la fonderie de pièces d'aluminium pour l'industrie automobile qui employait 850 personnes a été mis en liquidation. L'équipementier automobile américain Johnson Controls, spécialiste des batteries, doit fermer 10 usines d'ici 2010. Il possède 5 sites en France; celui de Grand-Quevilly, près de Rouen (280 salariés) doit fermer.

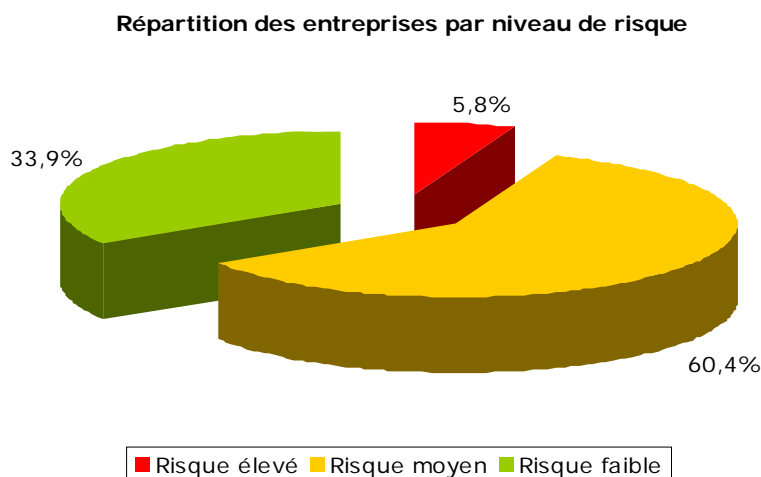
#### ► Actualité du secteur

Le gouvernement français a mis en place un plan de soutien de 6 milliards d'euros en contrepartie d'engagements sur le maintien de la production en France. Parallèlement, la Banque Européenne d'Investissement doit octroyer au moins 7 milliards d'euros d'aide à l'industrie automobile européenne au premier semestre 2009.

## MECANIQUE

La note a été dégradée à (B-). En effet, malgré une baisse globale du taux d'entreprises en risque élevé, on remarque au premier trimestre 2009 un glissement notable d'entreprises vers la tranche de risque la plus élevée alors que le nombre d'entreprises en risque faible tend à se réduire.

### \* NIVEAU DE RISQUE



### \* ACTUALITE ET CONTEXTE ECONOMIQUE

#### ► Evolution et perspectives du marché

##### *Mécanique*

Les Industries Mécaniques ont montré un ralentissement d'activité au quatrième trimestre 2008. Concernant la transformation, le rythme de croissance des commandes s'est détérioré consécutivement à la baisse de la production automobile. Fin 2008, les stocks étaient légèrement supérieurs à la normale engageant ainsi un fort ralentissement début 2009. Pour l'activité de l'équipement mécanique, les commandes ont diminué tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. La production est donc estimée en baisse pour les mois à venir. Le secteur est pénalisé principalement par la baisse d'activité de la construction.

##### *Mesure et précision*

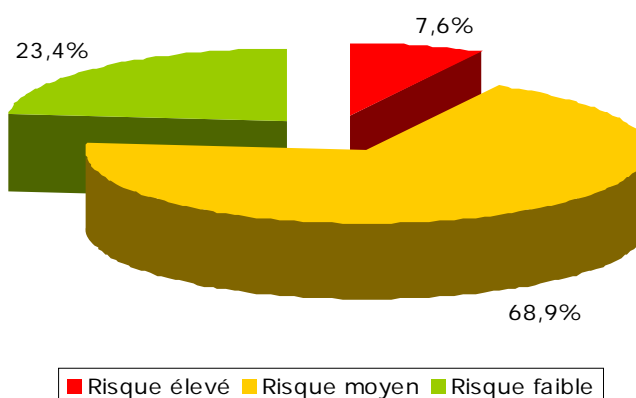
Ce secteur enregistre également une activité en légère dégradation. Après une fin 2008 difficile, les commandes restent faibles et les stocks gonflent en conséquence. Dans un contexte de vive concurrence mondiale, les industriels cherchent à développer leurs parts de marchés extérieures. De ce fait, ils baissent leurs prix à l'exportation alors qu'ils les augmentent dans le même temps sur le marché français.

## SIDERURGIE

La Sidérurgie française est aujourd'hui composée pour plus de deux tiers d'entreprises évaluées en risque moyen. Cette situation tend à perdurer au premier trimestre 2009 puisque la situation d'une partie des entreprises jugées saines s'est déplacée en risque moyen (23,44% en risque faible contre 24,91% en janvier). Dans le même temps, le nombre d'entreprises en risqué élevé augmente, aggravant fortement les risques sur le secteur. De ce fait, la note du secteur est dégradée à (B-).

### \* NIVEAU DE RISQUE

Répartition des entreprises par niveau de risque



### \* ACTUALITE ET CONTEXTE ECONOMIQUE

#### ► Evolution et perspectives du marché

Le marché de l'acier est en pleine perte de vitesse. Les premières estimations prédisent un recul de moitié de la demande européenne pour le premier semestre 2009 et de 30% pour l'ensemble de l'année. Le ralentissement des principaux clients des sidérurgistes (Construction, Automobile) expliquent cette atonie du marché mondial et français. Dans l'Hexagone, la production a reculé de 40,1% sur les deux premiers mois de l'année.

#### ► Actualité des entreprises du secteur

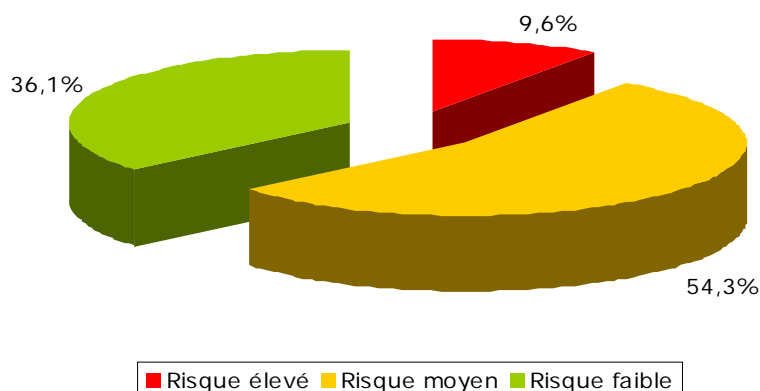
Principale inquiétude pour le marché français, les mesures successives d'arrêt de production du numéro Un de l'acier ArcelorMittal. Depuis janvier 2009, 11 fourneaux ont été stoppés dont le dernier en date à l'usine française de Florange. 1 000 emplois sur les 2 600 du site sont ainsi menacés de chômage partiel.

## BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

La situation du BTP ne cesse de s'aggraver depuis un an. La part d'entreprises en risque faible a perdu 3,5 points entre avril 2008 et avril 2009 provoquant le déclassement du secteur à la note (B-). Dans le même temps, on constate une très forte augmentation des risques en 6 mois, la part d'entreprises en risque élevé s'élevant brutalement d'un point et demi depuis octobre 2008.

### \* NIVEAU DE RISQUE

Répartition des entreprises par niveau de risque



### \* ACTUALITE ET CONTEXTE ECONOMIQUE

#### ► Evolution et perspectives du marché

##### **Construction**

Après un quatrième trimestre 2008 morose pour le secteur de la Construction, le premier trimestre 2009 semble avoir la même orientation. Sur la période décembre 2008 – février 2009, les mises en chantier ont reculé de 22,1% à 72 710 unités par rapport à la même période il y a un an.

La Fédération Française du Bâtiment (FFB) prévoit un recul de 4% du chiffre d'affaires des entreprises du bâtiment et la perte d'environ 20.000 emplois sur l'ensemble de l'année 2009 (plus particulièrement sur les postes intérimaires).

La FFB prévoit également «un délai d'inertie» de plusieurs mois entre les ventes des promoteurs immobiliers et les nouvelles mises en chantier. Cette atonie du marché pourrait durer 6 mois de mi-2009 jusqu'au début d'année 2010.

##### **Immobilier**

La mise en place des principales mesures d'aide et d'accompagnement de l'Etat envers l'immobilier en fin d'année 2008 semble commencer à porter ses fruits. En effet, sur les deux premiers mois de l'année 2009, les ventes repartent à la hausse, notamment sur les biens de moins de 200 000 euros. Ainsi, le volume des transactions immobilières progresserait de presque 10% au cours du premier trimestre 2009 par rapport au quatrième trimestre 2008. Cette amélioration s'explique en partie par une baisse de 11,4% des prix des logements anciens en ce début d'année et du recul des taux d'intérêt (-1/2 point entre novembre 2008 et février 2009). De plus, après être montés à 50%, les désistements des acheteurs lors du délai de réflexion sont redescendus à 25% au cours du premier trimestre 2009.

Le volume des transactions immobilières du premier trimestre 2009 reste inférieur de 25% à celui du premier trimestre 2008 et devrait encore chuter de 10 à 20% sur le reste de l'année ; une tendance négative liée en partie à la montée du chômage. Dans l'immobilier neuf, on enregistre sur la période décembre 2008 – février un recul de 14,8% du nombre de permis de construire (soit 100 119 unités).

### **Matériaux de construction**

Sur l'ensemble de l'année 2008, la chute de la consommation s'accélère dans le ciment dont les livraisons baissent de 2,5%. Pour les granulats, la baisse atteint 10% tandis que les produits béton des travaux publics reculent de 20%. Enfin, les ventes de matériels de BTP reculent de 50% au quatrième 2008 par rapport à la même période 2007.

## ► **Actualité des entreprises du secteur**

### **Construction**

6 374 entreprises ont été créées en février 2009 dans le secteur de la Construction, soit une progression de 46% par rapport à janvier 2009. Parmi ces nouveaux acteurs, la FFB craint la concurrence des autoentrepreneurs qu'elle juge déloyale puisque ces derniers seraient principalement des retraités du secteur de la construction. Toutefois, le profil de ces autoentrepreneurs reste difficilement identifiable à ce jour.

### **Immobilier**

Malgré ce contexte difficile, le secteur de l'Immobilier enregistre une progression de 11,6% de créations d'entreprises en février 2009 par rapport à janvier 2009.

### **Matériaux de construction**

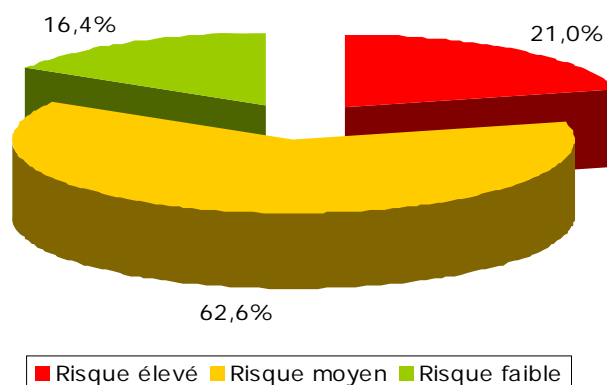
Le secteur des Matériaux de construction est directement pénalisé par un marché du logement en berne. Les grands noms du secteur attendent un recul de leur chiffre d'affaires sur le premier trimestre 2009 et de nouveaux ajustements sur l'emploi.

## TRANSPORT AERIEN

Le Transport aérien se maintient dans une situation financière très délicate. Noté (C), le secteur conforte ses difficultés au cours du premier trimestre 2009 avec un nombre d'entreprises jugées en risque élevé largement supérieur à celles placées en risque faible (21% en risque élevé contre 16,4% en risque faible).

### \* NIVEAU DE RISQUE

Répartition des entreprises par niveau de risque



### \* ACTUALITE ET CONTEXTE ECONOMIQUE

#### ► Evolution et perspectives du marché

En 2008, le trafic international de passagers a chuté de 3,2% et celui du fret de 1,8%. En 2009, les professionnels tablent sur une baisse de 13% pour le fret et de 5,7% pour le trafic de passagers. Après une perte de 8,5 milliards de dollars en 2008, l'industrie mondiale du transport aérien pourrait afficher une perte de 4,9 milliards de dollars en 2009. Néanmoins, le risque de faillites parmi les compagnies aériennes est jugé plus élevé qu'après les attentats du 11 Septembre.

#### ► Actualité des entreprises du secteur

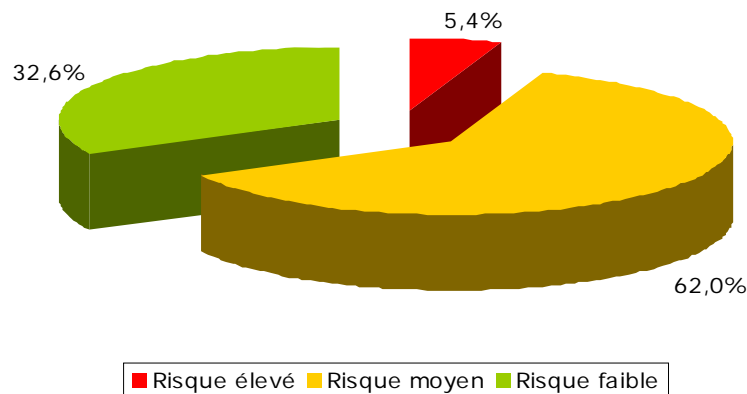
De nombreuses compagnies en manque de liquidités peinent à financer ou à renouveler leurs flottes. Déficitaires sur le troisième trimestre 2008, Air France-KLM, qui a déjà réduit ses effectifs de 2 000 personnes, va se séparer de 1 000 à 1 200 postes en 2009 en bloquant les embauches, ne remplaçant pas les départs en retraite et ne renouvelant pas les CDD. Le groupe reste cependant attentif aux opportunités. Après être entré à hauteur de 25% dans le capital d'Alitalia, il étudie la possibilité d'un rachat de la compagnie nationale Czech Airlines.

## CHIMIE

Le risque du secteur de la Chimie reste bien orienté (B+). La part d'entreprises jugée risquée reste faible (5,4%) et un tiers des entreprises du secteur sont jugées saines. Il convient toutefois de noter que le secteur perd de plus en plus d'entreprises en France, signe de l'accroissement des risques, de la concurrence accrue et des restructurations qui l'accompagne.

### \* NIVEAU DE RISQUE

Répartition des entreprises par niveau de risque



### \* ACTUALITE ET CONTEXTE ECONOMIQUE

#### ► Evolution et perspectives du marché

Le premier trimestre 2009 a été marqué par une chute de 30% des volumes de production dans l'industrie chimique française par rapport à la même période en 2008. Le secteur restera sous pression au premier semestre 2009 avec, pour tendance dominante, la baisse des volumes. Le recul atteindrait 20% sur le premier semestre et 7% sur l'ensemble de l'année 2009.

La chimie souffre directement du ralentissement de ses principaux clients - automobile, construction, sidérurgie et textile. Ces derniers donnent actuellement la préférence aux déstockages. La filière doit faire face à des annulations de commandes et multiplie les avertissements sur résultats. Des mesures d'économies sont prises : fermetures de sites, chômage partiel, réduction de 30% des investissements. Des pertes d'emplois sont désormais attendues.

#### ► Actualité du secteur

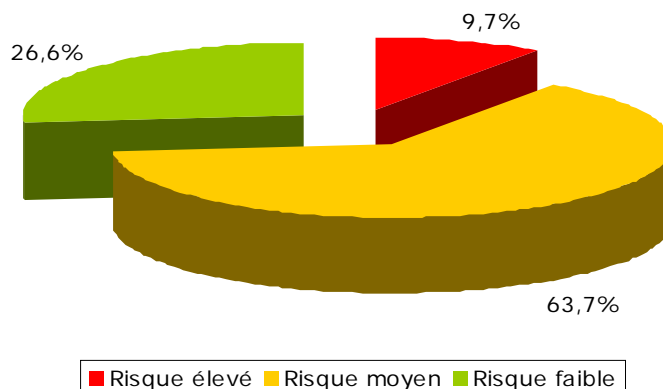
Les professionnels du secteur ont présenté un plan de 1,3 milliard d'euros directement soutenu par les pouvoirs publics (crédits d'impôt, avances remboursables, financements) afin d'accélérer la transition vers une industrie chimique durable ainsi que la mise en place de nouvelles mesures d'accès à l'énergie pour maintenir leur compétitivité.

## AGROALIMENTAIRE

Le secteur de l'Agroalimentaire se stabilise à (B) même si une légère dégradation de la probabilité de défaut des entreprises qui le composent est enregistrée. Le taux des entreprises en risque élevé s'accroît tandis qu'une diminution des entreprises en risque faible s'opère.

### \* NIVEAU DE RISQUE

Répartition des entreprises par niveau de risque



### \* ACTUALITE ET CONTEXTE ECONOMIQUE

#### ► Evolution et perspectives du marché

Parmi les secteurs les plus performants en ces temps de crise, les activités exportatrices qui bénéficient de la demande mondiale et les producteurs de Marques De Distributeurs (MDD) qui sont les premiers à bénéficier de l'évolution des modes de consommation en France. Ils profitent en effet de l'engouement grandissant des consommateurs pour leurs produits en moyenne 30% moins chers que les produits de marque (part de marché des MDD de 29% en 2008 contre 26,8% en 2006). L'inflation très faible du début d'année (+1,7% sur un an pour les produits d'alimentation) tend toutefois à réduire cet écart, d'autant plus que la hausse des prix s'accélère pour les produits MDD (+2,6% en février) en comparaison des produits de marque (+0,45%). Cette recherche du meilleur rapport qualité-prix est une des principales composantes du changement du comportement des consommateurs que les entreprises auront à intégrer rapidement dans leur stratégie. Le retour à des marques fortes (Bonne Maman, Cochonou, ...) constitue également une nouvelle habitude de consommation, tout comme le retour à des préparations faites maison ou la recherche de produits locaux.

#### ► Actualité du secteur

Dans le contexte que l'on connaît, les industries agroalimentaires ont tiré leur épingle du jeu. Peu de licenciements et de délocalisations ont été annoncés, l'intérim assurant toujours l'ajustement du budget. Fait unique, la production industrielle de produits agricoles et alimentaires s'est même maintenue par rapport à 2008 (+0,2% sur trois mois à fin février par rapport aux mêmes mois de l'année passée contre -15,7% pour l'ensemble de l'industrie). A relativiser néanmoins au vu du résultat de février (-1,1% par rapport à janvier) qui semble témoigner d'une certaine contraction des carnets de commande déjà signalée par les entrepreneurs.

## ► Actualité des entreprises du secteur

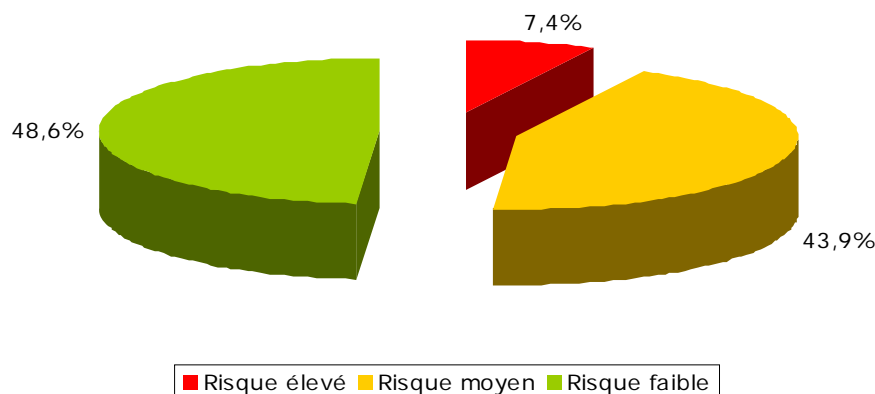
L'ensemble des acteurs de la filière alimentaire (agriculteurs, industriels et distributeurs) reste très attentiste face à l'évolution du marché. Les fluctuations des cours des matières premières connues en 2008 font de la volatilité des prix la principale incertitude pour les mois et semaines à venir. Certaines entreprises ont ainsi conservé des prix de revente élevés par prudence et pour restaurer les marges perdues lors des pics à la hausse de l'été dernier. Certaines associations de consommateur en ayant fait le constat, ces méthodes ont été débattues pendant le trimestre. Visés par ces dénonciations, les distributeurs et certains grands industriels de l'agroalimentaire qui profitent de rapports de force en leur faveur pour fixer les prix. Les premiers cités centralisent en effet leurs achats au sein de 7 grandes centrales qui représentent à elles seules 83% du marché des grandes surfaces alimentaires. Les seconds bénéficient d'un autre atout de poids, leurs marques. Cette « oligarchie » a tendance à pressuriser les PMI agroalimentaires qui représentent aujourd'hui plus de 90% des entreprises de l'activité. Le secteur étant aujourd'hui très atomisé, la solution la plus souvent évoquée demeure la concentration pour renforcer le pouvoir de négociation des structures de taille moyenne. Deuxième piste de développement, la contractualisation des négociations entre acheteurs et fournisseurs encore peu transparentes malgré la Loi de Modernisation de l'Economie (LME).

## GRANDE DISTRIBUTION

Caractérisée par un tissu d'entreprises solide avec 48,6% d'entre elles évaluées en risque faible, la Grande distribution connaît néanmoins une légère augmentation de ses risques au premier trimestre 2009. Le nombre d'entreprises en risque élevé a grimpé d'un point entre avril et janvier (7,45% contre 6,87%).

### \* NIVEAU DE RISQUE

Répartition des entreprises par niveau de risque



### \* ACTUALITE ET CONTEXTE ECONOMIQUE

#### ► Evolution et perspectives du marché

Pour la première fois depuis 30 ans, les ventes dans la grande distribution ont reculé de 1,8% en 2008. Ce recul est particulièrement sensible dans le segment des hypers et supermarchés. Sous la pression du gouvernement, les grandes surfaces se sont engagées en mars 2009 à répercuter intégralement les baisses de tarifs obtenues auprès des fournisseurs et à diminuer le prix des marques de distributeur. Les prix à la production des denrées alimentaires et boissons se sont repliés en février de 0,4% après une chute de 3,5% en janvier 2009.

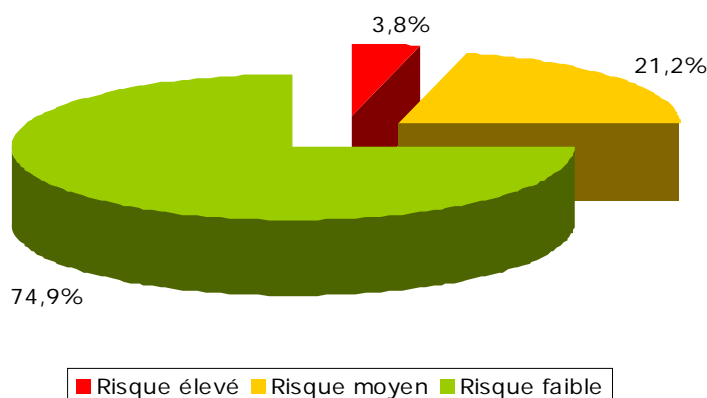
Les consommateurs ont réduit leurs dépenses, durcissant les arbitrages sur les postes alimentation et habillement en particulier. Ce mouvement devrait se poursuivre si le contexte économique continue à se dégrader. La baisse du pouvoir d'achat profite au hard discount qui a vu sa part de marché dans l'alimentaire progresser à 13,9% en 2008. Cette part devrait encore croître en 2009. En 2009, les consommateurs français souhaitent privilégier l'épargne à la dépense. En conséquence, les ventes dans la grande distribution devraient de nouveau reculer de 0,5%.

## PHARMACIE

Le secteur de la Pharmacie reste de loin le mieux noté (A) grâce à un tissu d'entreprises très solide (3/4 des entreprises jugées en risque faible). On constate néanmoins un léger mouvement de dégradation depuis 9 mois, la part des entreprises en risque faible diminuant lentement.

### \* NIVEAU DE RISQUE

Répartition des entreprises par niveau de risque



### \* ACTUALITE ET CONTEXTE ECONOMIQUE

#### ► Evolution et perspectives du marché

Les majors se concentrent pour faire face aux génériques, à la perte de brevets et à des réglementations plus dures pour l'environnement et l'évaluation des risques. En France, la filière pharmaceutique supprime déjà des emplois, évolution qui devrait s'amplifier avec une énième vague de concentrations.

#### ► Actualités des entreprises du secteur

Un nouvelle vague de concentrations pressentie depuis plusieurs mois s'est accélérée au début de l'année 2009. Pfizer a acquis Wyeth, dans la foulée Merck et Schering-Plough fusionnent. En Europe, Roche prend totalement le capital du laboratoire Genetech tandis qu'en France, Sanofi-Aventis est intéressé par le pôle pharmaceutique de Solvay et par le laboratoire brésilien Medley, spécialiste des génériques. Le groupe français vient également d'acquérir le mexicain Laboratorios Kendrick.

# AUTRES SECTEURS

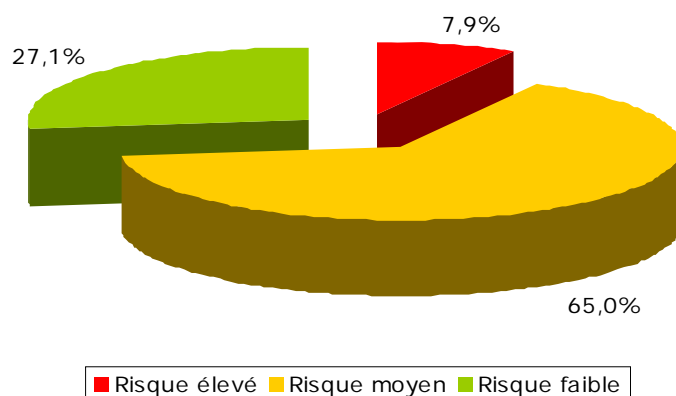
---

**COMPOSANTS ELECTRONIQUES**  
**EQUIPEMENTIERS DE TELECOMMUNICATION**  
**SERVICES DE TELECOMMUNICATION**  
**INFORMATIQUE**  
**HABILLEMENT**  
**TEXTILE**  
**PAPIER - CARTON**

## COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

Pour le secteur des Composants électroniques, le niveau de risque se stabilise à (B) depuis plusieurs trimestres. Après une remontée à fin 2008, le taux d'entreprises en risque élevé a sensiblement baissé au premier trimestre 2009, en faveur de celui en risque faible. Le nombre d'entreprises de l'échantillon est en baisse régulière depuis neuf mois, signe d'un apurement progressif du secteur.

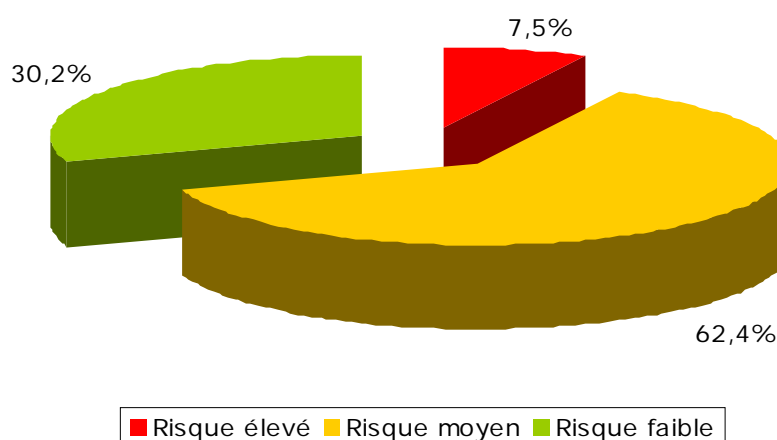
Répartition des entreprises par niveau de risque



## EQUIPEMENTIERS DE TELECOMMUNICATION

Pour les Equipementiers de Télécommunication, le niveau de risque fluctue à l'intérieur de la note (B) depuis plus d'un an. On note ainsi depuis le troisième trimestre 2008 une légère dégradation du risque avec une hausse du taux d'entreprises en risque élevé, au détriment du taux d'entreprises en risque moyen. Parallèlement, le nombre d'entreprises du secteur s'est sensiblement contracté depuis un an.

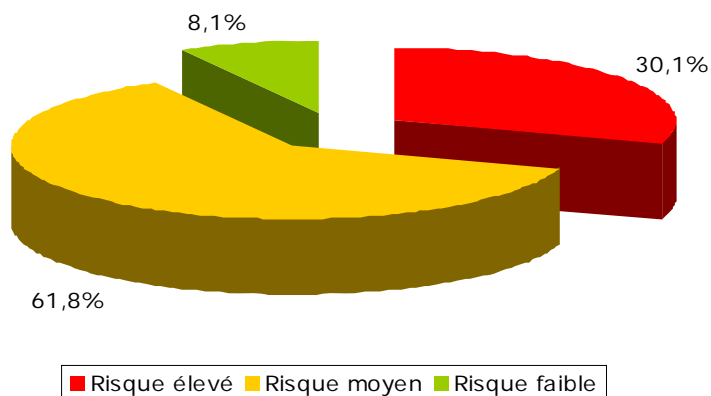
Répartition des entreprises par niveau de risque



## SERVICES DE TELECOMMUNICATION

Le niveau de risque du secteur des Services de télécommunication est passé de (D) à (C-) depuis le deuxième trimestre 2008. La baisse du taux d'entreprises en risque élevé constatée depuis plus d'un an s'est arrêtée au premier trimestre 2009. Parallèlement, un glissement d'entreprises s'est opéré sensiblement de risque moyen à risque élevé.

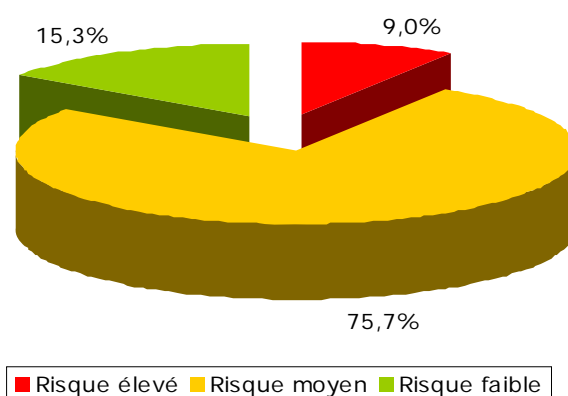
Répartition des entreprises par niveau de risque



## INFORMATIQUE

Sur le secteur Informatique, le niveau de risque est passé de (C+) à (B-) depuis le deuxième trimestre 2008. On constate une forte tendance à la baisse du taux d'entreprises en risque élevé, en faveur de celui en risque moyen.

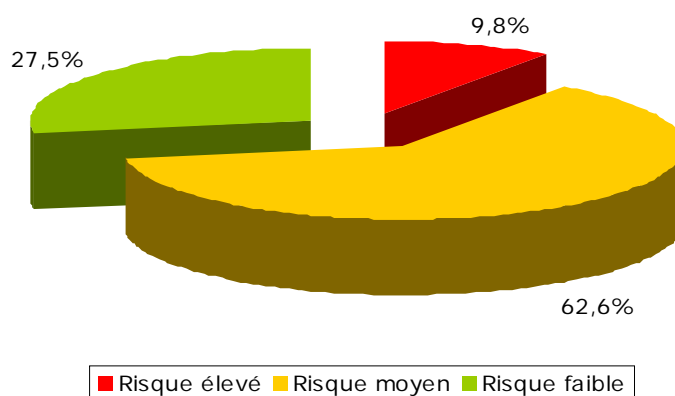
Répartition des entreprises par niveau de risque



## HABILLEMENT

Le secteur de l'Habillement évolue dans la tranche de risque (B-) depuis un an. La tendance à la baisse du taux d'entreprises en risque élevé remarquée depuis un an s'est stabilisée au premier trimestre 2009, au détriment de celui en risque faible.

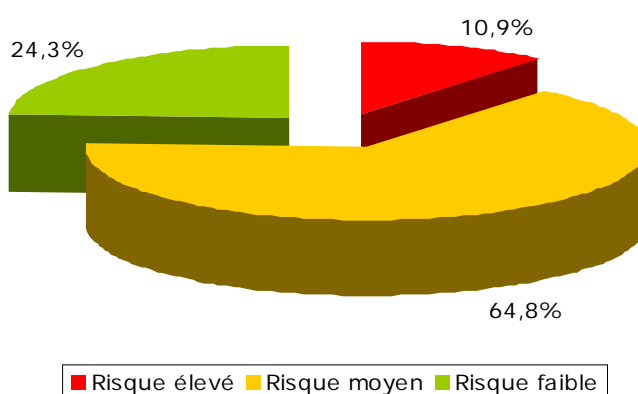
Répartition des entreprises par niveau de risque



## TEXTILE

Le niveau de risque pour le secteur du Textile est passé de (C+) à (B-) depuis le deuxième trimestre 2008. L'évolution baissière du taux d'entreprises en risque élevé remarquée depuis un an s'est stabilisée au premier trimestre 2009.

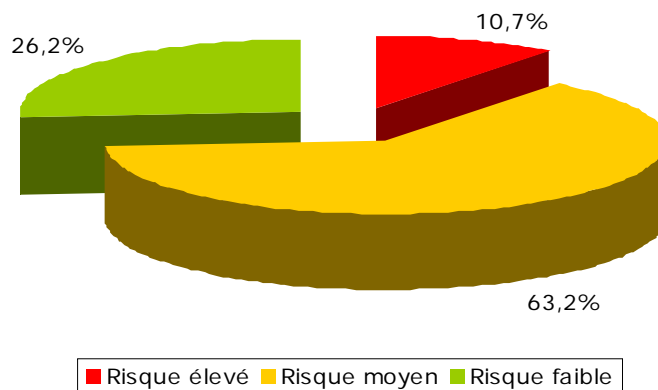
Répartition des entreprises par niveau de risque



## PAPIER - CARTON

Le niveau de risque de Papier-Carton est passé de (C+) à (B-) depuis le quatrième trimestre 2008. La tendance à la baisse du taux d'entreprises en risque élevé remarquée depuis un an s'est stabilisée au premier trimestre 2009. Parallèlement, on constate un glissement d'entreprises vers la tranche de risque élevé et un déplacement d'entreprises en risque faible vers la tranche de risque moyen.

Répartition des entreprises par niveau de risque



## NOTE METHODOLOGIQUE COFACE

**Périmètre d'analyse :** les entreprises françaises (métropolitaines) actives, réparties en 16 grands secteurs d'activités à partir de la nomenclature NAF.

Chaque secteur étudié intègre une des **10 classes de risque** en fonction de son score – *Voir ci-après la définition du score @rating sectoriel Coface* - Ces 10 classes de risque s'échelonnent de **A+** pour les risques les plus faibles à **D** pour les risques les plus élevés, et ce en fonction des définitions suivantes :

|                                    |  |
|------------------------------------|--|
| <b>A+</b><br><b>A</b><br><b>A-</b> | Dans un environnement économique sectoriel favorable conjugué à une situation financière généralement robuste des entreprises, l'expérience de paiement est satisfaisante. La probabilité de défaut est en moyenne faible.   |
| <b>B+</b><br><b>B</b><br><b>B-</b> | L'environnement économique plutôt favorable n'est pas à l'abri d'une détérioration à court terme qui pourrait avoir des répercussions négatives sur la situation financière des entreprises. Le comportement de paiement demeure globalement correct et la probabilité de défaut acceptable. |
| <b>C+</b><br><b>C</b><br><b>C-</b> | Dans un environnement économique sectoriel très incertain conjugué une importante vulnérabilité de la situation financière des entreprises, le comportement de paiement est médiocre. La probabilité de défaut devient préoccupante.   |
| <b>D</b>                           | Dans un environnement économique sectoriel très défavorable, la situation financière détériorée des entreprises est à l'origine de comportements de paiement généralement mauvais. La probabilité de défaut est élevée.  |

Le **Score @rating sectoriel Coface** mesure le niveau de risque de défaillance présenté par les entreprises d'un secteur. Il est le résultat pondéré des probabilités de défaut (pourcentage de probabilité de faire faillite à un an) par les entreprises du secteur.

Le Score @rating sectoriel Coface indique comment, pour un secteur d'activité donné, les perspectives conjoncturelles et la situation financière des entreprises influencent les comportements de paiement dans le cadre de transactions commerciales à court terme. Les statistiques présentées dans cette synthèse de statistiques sectorielles mettent en évidence à un trimestre donné et par secteur d'activité, les variations du Score @rating sectoriel par trimestre sur douze mois glissants.

### Classes de risque par note de Score @rating

| Score @rating | Risque élevé |   |   | Risque Moyen |   |   | Risque faible |   |   |    |
|---------------|--------------|---|---|--------------|---|---|---------------|---|---|----|
|               | 1            | 2 | 3 | 4            | 5 | 6 | 7             | 8 | 9 | 10 |